

«Une bouffée d'air frais» pour le climat

ENVIRONNEMENT La première conférence sur l'abandon des énergies fossiles s'achève sur une note d'optimisme à Santa Marta, en Colombie. Les Etats ont convenu de travailler à l'élaboration de feuilles de route visant à sortir du pétrole, du gaz et du charbon

MICHELLE LANGRAND (GENEVA SOLUTIONS)

La première conférence sur l'abandon des énergies fossiles s'est achevée mercredi soir dans la ville portuaire de Santa Marta sous les acclamations et les applaudissements, les délégués jugeant ce rassemblement de cinq jours «historique» et sans précédent, après des années de négociations climatiques au point mort. «C'est le début d'une nouvelle démocratie climatique mondiale», a déclaré la ministre colombienne de l'Environnement et de la Transition verte, Irene Vélez Torres, qualifiant la conférence qu'elle venait de coorganiser de «bouffée d'air frais».

Quelque 57 gouvernements se sont joints à plus de 1500 représentants de la société civile pour réfléchir à la manière dont le monde pourrait mettre fin à sa dépendance au pétrole, au gaz et au charbon, responsables de près de 80% des émissions de gaz à effet de serre. Les discussions se sont déroulées à huis clos en petits groupes, un format salué par les délégués pour avoir permis des échanges francs.

Supprimer les subventions aux combustibles fossiles

«C'est la première fois que nous pouvons ouvrir notre cœur, ouvrir notre esprit et avoir une véritable conversation sans ces stupides motions d'ordre, ces stupides procédures qui font dérailler toute la session, et qui nous laissent ensuite seulement dix minutes pour parler du fond», a déclaré aux journalistes Juan Carlos Monterrey, envoyé du Panama pour le climat, qualifiant le consensus qui prévaut dans les négociations climatiques de l'ONU de «dépassé». «Cela fait longtemps que je n'ai pas participé à une réunion sur ces sujets où l'ambiance est respectueuse et positive, dans le contexte des négociations sur le climat», a confirmé Rachel Kyte, envoyée britannique pour le climat.

La Colombie et les Pays-Bas ont annoncé trois axes de travail à venir. Le premier visera à aider les pays à élaborer des feuilles de route nationales pour la sortie des énergies fossiles, en lien avec les plans climatiques nationaux requis par l'accord de Paris et avec le soutien du Groupe scientifique pour la transition vers l'énergie verte (SPGET), récemment lancé et déjà surnommé le «groupe Spaghetti» en raison de son acronyme.

Peu de pays disposent de tels plans. La France a été la seule à présenter sa feuille de route, qui prévoit une sortie progressive du charbon, du gaz et du pétrole entre 2040 et 2050 – même si ce n'est pas une



La ministre colombienne de l'Environnement, Irene Vélez Torres (à gauche), et la ministre néerlandaise du Climat et de la Croissance verte, Stientje van Veldhoven, lors de la conférence sur l'abandon des énergies fossiles. (SANTA MARTA, 29 AVRIL 2026/RAUL ARBOLEDA/AFP)

nouveauté. Irene Vélez Torres a appelé les pays à axer leurs feuilles de route en particulier sur la production – un «angle mort» déclaré. Un deuxième axe de travail examinera les «dépendances macroéconomiques et l'architecture financière» qui ralentissent la transition, de la dette souveraine écrasante aux subventions aux énergies fossiles.

La ministre néerlandaise de la Politique climatique et de la Croissance verte, Stientje van Veldhoven, a annoncé qu'une méthodologie serait envoyée aux pays pour évaluer et divulguer leurs subventions aux combustibles fossiles. Cette méthodologie a été développée par une coalition visant à supprimer progressivement les incitations aux combustibles fossiles, que son pays a contribué à lancer avec la Suisse.

Un troisième groupe, supervisé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), se concentrera sur la mise en place d'un système

commercial exempt de combustibles fossiles. Aucun nouveau secrétariat ni aucune nouvelle organisation n'est prévu afin de garantir la souplesse du processus.

Des propositions plus controversées ont également été au cœur des débats, telles que le retrait des mécanismes internationaux de règlement des différends sur les énergies, un accord sur la non-prolifération des combustibles fossiles et la création de zones sans combustibles fossiles.

Ne pas remplacer un modèle extractif par un autre

L'une des principales préoccupations qui a traversé la conférence était d'éviter que la transition verte ne fasse que remplacer un modèle extractif par un autre, alors que certaines communautés commencent à pâtir de la course aux minéraux critiques nécessaires aux panneaux solaires, aux batteries et aux parcs éoliens. «La transition vers les énergies propres doit s'inscrire dans une approche fondée sur les droits humains qui n'expulse pas les populations

de leurs terres et n'exploite pas les ressources sans limite», insiste Hindou Oumarou Ibrahim, militante autochtone de la communauté pastorale Mbororo, au Tchad.

Mais les grands producteurs ont eux aussi leurs propres inquiétudes quant à l'abandon de leur principale source de revenus. «Si nous réduisons progressivement l'utilisation des combustibles fossiles, il faut une planification concertée et précoce, de manière à ne pas affecter les moyens de subsistance des personnes qui vont perdre leur emploi», a plaidé Onuoha Magnus, consultant en chef du Ministère du développement régional du Nigeria. La ministre néerlandaise Stientje van Veldhoven a souligné que l'accent était mis sur la garantie d'une «transition ordonnée».

Désormais, le processus de Santa Marta devra prouver qu'il est capable de s'inscrire dans le cadre de la diplomatie multilatérale officielle et de faire face à ses réalités complexes. L'objectif immédiat est d'intégrer ces résultats à la COP31 qui se tiendra en novembre en Turquie, et à

laquelle participeront tous les Etats membres de l'ONU, à l'exception peut-être des Etats-Unis, qui ont quitté l'organisation plus tôt cette année. Les grands producteurs de combustibles fossiles, comme l'Arabie saoudite, absents de Santa Marta, pourraient s'y opposer.

La Suisse et la Belgique veulent une «coalition ouverte»

Des discussions seraient en cours avec les coorganisateur de la conférence, Ankara et Canberra, sur la manière de canaliser ces résultats. La Belgique et la Suisse ont exhorté les pays participants à maintenir la «coalition ouverte». «Je pense que le fait d'associer les pays producteurs de combustibles fossiles ainsi que les importateurs peut être bénéfique au processus, car nous ne négocions pas et nous nous trouvons dans un cadre informel, ce qui facilite les échanges», souligne Felix Wertli, chef de la délégation suisse à Santa Marta. Un certain nombre de pays, y compris parmi les membres du G20, pourraient encore se joindre à nous, nous devrions donc les inviter.»

«La transition vers les énergies propres doit s'inscrire dans une approche fondée sur les droits humains»

HINDOU OUMAROU IBRAHIM, MILITANTE AUTOCHTONE DE LA COMMUNAUTÉ PASTORALE MBORORO, AU TCHAD

Pour Laura Mateus, de l'organisation Action de Carême, la prochaine réunion prévue à Bonn en juin permettra de voir si l'esprit de Santa Marta résistera aux dynamiques de l'ONU. Tuvalu et l'Irlande ont été désignés coorganisateur d'une deuxième conférence sur la sortie des énergies fossiles, qui se tiendra dans ce petit Etat insulaire du Pacifique en 2027. Certains s'étaient initialement demandé si Tuvalu disposait des capacités et des infrastructures nécessaires pour accueillir une telle réunion. Son ministre de l'Intérieur, du Changement climatique et de l'Environnement, Maina Vakafua Talia, en est convaincu: «Nous allons montrer au monde entier que nous ne sommes pas en train de nous noyer. Nous survivons.» ■

Traduit de l'anglais